

Fallait-il sauver le soldat Delors et son modèle européen ?

Jean-Marie Harribey

À quelques mois des élections européennes, l'hommage rendu à Jacques Delors par le président de la République, à l'unisson de la quasi-totalité des commentaires, lors du décès de l'ancien président de la Commission européenne de 1985 à 1995, donne une image de la révision de l'histoire politique des quatre dernières décennies. Et il occulte l'impasse actuelle de l'Union européenne¹.

En mai 1981, la gauche arrive au pouvoir en France avec la promesse d'appliquer son « programme commun » signé entre le parti socialiste, le parti communiste et les radicaux de gauche pour socialiser de grands pans de l'économie et donner plus de pouvoir aux travailleurs dans les entreprises. Dix-huit mois plus tard, cette stratégie est abandonnée pour accompagner les transformations du capitalisme qui vont modifier le rapport de forces entre travail et capital, en dévalorisant le premier, laissant monter le chômage, vidant l'industrie de sa substance, pendant que le dogme de la valeur pour les actionnaires s'imposait au fur et à mesure de l'ouverture internationale.

Dans cette dérive, l'Europe a joué un grand rôle. Pendant la présidence delorienne de la Commission fut signé en 1986 entre les 12 membres de la Communauté économique européenne l'Acte unique, appliqué le 1^{er} juillet 1987, pour parachever le marché intérieur et assurer « la libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux ». Puis, le traité de Maastricht, signé en 1992 et appliqué le 1^{er} novembre 1993, fonde l'Union européenne et prépare la création de la zone euro et de la Banque centrale européenne à qui n'est confiée qu'une seule mission : tout faire contre l'inflation qui rogne la rente financière.

Une fois les nouvelles institutions européennes confortées, les politiques néolibérales n'ont plus connu de limites : désindexation des salaires par rapport à la hausse des prix et indirectement par rapport à la productivité du travail, sous le nom de désinflation compétitive, en réalité l'austérité salariale, qui faisait évoluer en parallèle chômage et dividendes, privatisation de toutes les entreprises publiques (transports, énergie, poste...) et surtout des services publics (hôpital, recherche...), et effritement de la protection sociale, notamment à coups de réformes des retraites répétées avec l'appui – sauf en 2023 – de la CFDT.

Autant de transformations dont Jacques Delors se disait très fier parce qu'elles donnaient la primauté au marché et qu'il avait convaincu, selon ses dires, le parti socialiste du bien fondé de cette évolution. Dix ans après la fin son mandat, l'UE voulait se doter d'une constitution inscrivant noir sur blanc pour l'éternité les dogmes néolibéraux à l'œuvre : elle fut repoussée par référendum en 2005 en France et aux Pays-Bas, mais ses termes furent repris dans le traité de Lisbonne en 2007. Dans le même temps, l'UE négociait des traités de libre-échange avec le Japon, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Mercosur, le Chili, etc.², et la politique agricole commune était dérégulée avec l'abandon des prix plancher garantis.

Aujourd'hui, plusieurs signes sont révélateurs de l'impasse de l'UE néolibérale incapable de mettre en œuvre la solidarité nécessaire pour faire face aux dangers et crises de tous ordres. Les agriculteurs européens sont vent debout contre la politique agricole commune qui selon eux les étouffe, mais, sans elle, ils mouraient encore plus vite. En effet, ils sont coincés entre les remboursements au Crédit agricole, les multinationales de l'agro-business qui

¹ Extraits de ce texte dans *Politis*, n° 1795, 1^{er} février 2024.

² Voir le dossier de la Confédération paysanne, « Il est temps de sortir du paradigme du libre-échange », *Campagnes solidaires*, n° 401, janvier 2024, <https://www.confederationpaysanne.fr/sites/1/articles/documents/CS%20401%20Dossier.pdf>.

dictent les prix³, les centrales d'achat de la grande distribution, la mainmise sur le foncier qui empêche le renouvellement des générations de paysans, avec la complicité de la FNSEA aux mains des capitalistes agriculteurs. Dans la crise actuelle, les normes écologiques sont vilipendées alors que c'est le modèle agricole dominant qui est obsolète et pourtant défendu encore bec et ongles par la FNSEA. Ce modèle exige toujours moins de paysans, toujours plus de pesticides (leur usage continue d'augmenter en France⁴), de gaspillage de l'eau dans les méga-bassines et de concentration foncière et n'est possible qu'avec une augmentation permanente de capital fixe immobilisé dans des machines de plus en plus coûteuses. Une loi typique du capitalisme dont la conséquence est de renforcer la concentration des équipements – dont le foncier –, la ruine des petites exploitations, pour maintenir une rentabilité suffisante. Le productivisme agricole, comme partout ailleurs, est l'enfant du capitalisme.

Le gouvernement Attal s'est rallié aux agro-busines-men déguisés en paysans au sujet de la disparition progressive des pesticides : il a réaffirmé les lois Egalim (1 et 2), jamais appliquées vraiment, censées protéger les revenus des agriculteurs face aux gloutons de l'industrie agroalimentaire, et il a admis les dérogations pour se soustraire à l'obligation de réimplanter des prairies permanentes. L'alignement de Gabriel Attal devant les lobbys serait presque aussi dérisoire qu'attendu s'il ne venait pas au moment précis où la Commission européenne et le Parlement européen avaient décrété de faire une « pause » dans la mise en œuvre du Green Deal, le fameux Pacte vert⁵. La « pause » du plan Ecophyto est un écho de celle de l'Union européenne. Pour couronner le tout, les traités de libre-échange appliqués ou en cours de négociation confirment que le travail agricole est soumis comme tous les autres travaux aux impératifs du capitalisme mondial. Érudant la concurrence non libre et faussée résultant des échanges internationaux sans limites, l'écologie devient le bouc émissaire bien commode : la charge contre la protection et le replantage des haies, qui sont des havres de biodiversité, en dit long sur l'incompréhension de la nécessaire mise en cohérence d'objectifs sociaux et d'objectifs écologiques.

Comme l'écrit la sociologue Jocelyne Porcher, « Mais la colère, en France, celle qui a poussé les agriculteurs à sortir les tracteurs, semble renvoyer plus spécifiquement à une catégorie particulière d'entre eux. Ceux qui ont joué la carte de l'agrandissement, encouragés par la FNSEA et par les Jeunes agriculteurs, chantres de l'agro-industrie depuis des décennies et prétendus défenseurs du monde agricole. La majorité des agriculteurs qui manifestent ne sont pas libres de leur travail, ni libres des revenus de leur travail. Ils sont dépendants de l'État français et de l'Union européenne. Et le plan social qui vise à finaliser l'industrialisation de l'agriculture française n'est pas achevé : 400 000 agriculteurs, c'est encore trop. »⁶

C'est dans ce contexte préélectoral et de crise agricole qu'un hommage sans nuance fut rendu à Delors. Sans que personne n'analyse l'inexorable descente aux enfers, sous les applaudissements des néolibéraux revendiqués, de la social-démocratie convertie d'abord en social-libéralisme, puis en néolibéralisme sans vergogne, avec la bénédiction de l'honnête homme Delors. Fallait-il vraiment sauver le soldat Delors et son modèle ?

Janvier 2024

³ Voir « Agropoly, Ces quelques multinationales qui contrôlent notre alimentation », *Vers un développement solidaire*, Numéro spécial 216, Nouvelle édition actualisée, juin 2014, https://www.publiceye.ch/fileadmin/doc/Agrarrohstoffe/2014_PublicEye_Agropoly_Brochure_thematique.pdf.

⁴ Selon l'Union des industries agrochimiques. C'est dire ! Confirmation par un rapport d'une commission de l'Assemblée nationale présidée par le député Renaissance Frédéric Descrozaille. Cf. Marie-Josée Cougard, « Pesticides : le piège inextricable », *Les Échos*, 23 janvier 2024.

⁵ Jean-Marie Harribey, « La planification écologique : une stratégie ou un simulacre ? », dans Pascal Gassiot (coord.) et al., *Pour une écologie de rupture(s)*, Les partis pris de la Fondation Copernic, Paris, Éd. du Croquant, 2023, p. 73-96, également dans *Les Possibles*, n° 37, Automne 2023, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/planif-strategie-simulacre.pdf>.

⁶ Jocelyne Porcher, « Ce qui est en jeu, c'est le sens même du métier d'éleveur », *Le Monde*, 31 janvier 2024.